



# Pour une Finance toujours plus durable

Opinions, analyses et  
perspectives de votre Banque  
de confiance

3<sup>e</sup> Newsletter  
Février 2023

BPS (SUISSE)  
durabilité des investissements/03

ESG, inflation  
et dernières tendances/04

La complexité réglementaire  
de l'univers ESG/06

Les énergies renouvelables/08

Interview

Le conseil dans le domaine  
des thématiques ESG.

La voix de nos clients/10

Pilules de durabilité/12

#### IMPRESSUM

Rédaction:  
BPS (SUISSE)  
Marketing Service  
Piazza Indipendenza 2  
6830 Chiasso

marketing@bps-suisse.ch

#### Disclaimer

La présente publication n'a qu'un but informatif, ne constitue pas une offre et ne remplace en aucun cas l'avis qualifié requis avant toute décision d'achat, notamment en ce qui concerne les risques qui y sont associés. Il est donc du devoir de l'investisseur individuel de consulter son conseiller financier. Les produits financiers décrits ici ne sont pas destinés aux personnes soumises à une juridiction qui limite ou interdit leur distribution à partir de la Suisse.



## L'évolution de BPS (SUISSE) dans le domaine de la « durabilité des investissements »

L'année 2022 s'est révélée assez exceptionnelle sur les marchés financiers: la hausse soudaine et plus importante que prévu des taux d'intérêt a entraîné une forte baisse de l'ensemble des indices obligataires. D'autre part, les marchés boursiers ont eux aussi réagi de façon négative à l'incertitude accrue des investisseurs institutionnels et privés, provoquée par de nombreux facteurs externes. Pour les portefeuilles équilibrés, 2022 a donc été la pire année depuis plusieurs décennies.

Dans ce contexte, comment les investissements axés sur la durabilité se sont-ils comportés?

Malheureusement, que l'accent ait été mis plus spécifiquement sur la protection de l'environnement (E), la responsabilité sociale (S) ou la gouvernance (G), les valeurs concernées n'ont pas été épargnées pendant cette période. L'année écoulée a été marquée par une baisse générale du cours des actifs financiers, sans distinction pour les titres orientés vers la durabilité. D'ailleurs, certains secteurs classiquement sous-pondérés ou non représentés dans ces stratégies, comme l'énergie ou les métaux de base, ont surperformé les indices généraux.

Il faut donc se poser la question suivante: le paradigme de la durabilité dans les investissements est-il surestimé ou inefficace? Si on prolonge l'horizon temporel en analysant les résultats à moyen terme, la réponse est non. L'extraordinaire négativité qui a accompagné l'année 2022 a entraîné un mélange malvenu des évaluations quantitatives et qualitatives des titres, des secteurs et des indices. Certains secteurs du marché, jusqu'alors sous-pondérés, sont revenus en grâce au sein des portefeuilles mondiaux pendant que d'autres, dont la surpondération était davantage motivée par des effets de mode que par de réelles attentes de croissance et de rendement, en ont été évincés.

Le problème fondamental est le suivant: la notion de durabilité fait souvent l'objet d'une confusion car elle est associée à tort à une idée de rentabilité garantie et de sécurité de l'investissement, alors qu'elle devrait en réalité être interprétée comme une troisième dimension importante du portefeuille (risque, rendement et durabilité).

Il faut donc se poser la bonne question: une fois le profil risque / rendement choisi, quel est le degré de durabilité que je recherche pour mon portefeuille? Le conseil à la clientèle joue à cet effet un rôle crucial. C'est pourquoi nous avons choisi, pour cette édition de la Newsletter, d'écouter la voix des régions où la Banque est active, afin d'identifier à la fois les préférences de nos clients et les réponses que nous leur apportons.

Pour déterminer l'état d'avancement de la transition vers la durabilité des investissements et le niveau d'efficacité des investissements durables, il faut également aborder la question de la réglementation. L'incertitude réglementaire contribue à générer de la confusion aussi bien chez les fournisseurs de services financiers que chez les investisseurs privés et institutionnels. La crainte de faire involontairement du greenwashing en voulant se conformer à toutes les réglementations en vigueur a poussé certains des plus grands gestionnaires d'actifs d'envergure internationale à faire preuve de plus de prudence dans la composition de leurs offres. Nous avons interrogé Alberto Stival, délégué de Swiss Sustainable Finance pour la Suisse italienne, pour en savoir plus. Pour pouvoir répondre aux besoins de ses clients actuels et futurs, BPS (SUISSE) est déterminée à intégrer les thématiques ESG à ses services d'investissement. En 2022, nous avons renforcé notre processus d'investissement dans sa dimension ESG en introduisant dans nos mandats de gestion classiques des éléments d'analyse qui tiennent compte de cet aspect. Nous publions chaque trimestre des idées d'investissements ESG dans le but de promouvoir d'une manière simple et compréhensible cette philosophie d'investissement. Pour la période 2023-2024, nous avons d'autres projets visant à élargir notre gamme. Thinking sustainable n'est pas un simple slogan: c'est une approche de la gestion de fortune que nous appliquons tous les jours, 365 jours par an.

**Roberto Mastromarchi**, CFA, CESGA  
Vice-président de la Direction générale,  
Responsable de la Division Front-Office  
BPS (SUISSE)

# ESG, INFLATION ET DERNIÈRES TENDANCES

L'année 2022 a été un exercice très difficile pour les investisseurs à revenu fixe, principalement en raison de la hausse persistante de l'inflation et des initiatives prises par les banques centrales pour l'endiguer.

Dans ce contexte, l'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) n'a pas vraiment fait la une de l'actualité. Pourtant, comme le souligne un article intéressant de NordSIP, l'intégration des thèmes ESG à l'analyse peut aider à évaluer de façon plus approfondie les tendances inflationnistes et l'évolution des taux d'intérêt, ce qui constitue un plus dans une perspective de gestion des investissements obligataires.

Après tout, c'est ce que les banques centrales sont déjà en train de faire. Comme l'a récemment déclaré Christine Lagarde, présidente de la BCE: «Notre mandat de maintien de la stabilité des prix doit inclure une réflexion supplémentaire sur la façon dont le changement climatique nous affecte. Nous devons intégrer le changement climatique dans tout ce que nous faisons: dans nos modèles, nos données, nos projections et nos analyses.»

En effet, une projection dans l'avenir par le prisme des paramètres ESG peut fournir une piste de réflexion sur les effets inflationnistes entraînés par la transition énergétique, la prise en compte accrue de

la notion de responsabilité sociale et l'intégration de la durabilité dans les mandats des institutions monétaires centrales.

L'énergie et les denrées alimentaires, qui constituent classiquement les composantes les plus volatiles de l'inflation et sont deux éléments catalyseurs de la récente hausse des prix, sont intimement liées au changement climatique. Les conditions météorologiques extrêmes font partie des principaux risques pesant sur les récoltes et donc sur les marchés de l'alimentation d'une manière générale. Des recherches menées en Belgique par l'Université de Gand montrent que les fluctuations exogènes des prix des denrées alimentaires représentent 25 à 30% de la volatilité de l'indice des prix à la consommation harmonisée publié par la BCE. Si l'on examine ensuite les coûts liés à l'utilisation des matériaux nécessaires à l'électrification à l'échelle de la planète, on constate qu'ils représentent des sommes très importantes. On peut ajouter que les prix de nombreuses technologies énergétiques, comme les modules photovoltaïques ou les éoliennes, ont récemment af-



fiché une tendance à la hausse. Toutefois, dans la mesure où les coûts marginaux associés aux autres technologies concernées sont faibles et globalement stables, il est possible que la transition énergétique s'avère inflationniste dans un premier temps avant de parvenir à une phase de stabilité.

«Il est donc tout sauf facile de déterminer si l'effet global de l'essor des thématiques ESG sera de nature **inflationniste** ou **désinflationniste**.»

Sur le plan social, les attentes des investisseurs et des autorités vis-à-vis des entreprises sont aujourd'hui plus élevées. On attend notamment d'elles qu'elles embauchent davantage au sein des groupes sociaux défavorisés et qu'elles procèdent à une hausse générale des salaires. De telles actions sont susceptibles d'améliorer les perspectives des entreprises en réduisant le risque de sanctions à leur encontre grâce à la réponse apportée à la demande de consommateurs de plus en plus animés par des valeurs éthiques. En revanche, à court terme, les coûts associés risquent d'être répercutés sur les consommateurs, contribuant ainsi à la hausse de l'inflation. Il convient également de prêter attention à l'approche adoptée par les banques centrales en matière de développement durable, en particulier dans le cadre de leurs programmes d'achat d'actifs. Il est vrai que la plupart des institutions ont désormais intégré à leur mandat des mesures destinées à améliorer la dimension de durabilité de la croissance économique. Par exemple, la BCE a publié en septembre dernier des informations sur la manière dont elle entend intégrer la notion de changement climatique dans le réinvestissement des obligations d'entreprises prévu au titre du programme d'achat d'obligations d'entreprises (Corporate Sector Purchase Programme, CSPP) et du programme d'achats d'urgence face à la pandémie (Pandemic Emergency Purchase Programme, PEPP). Les meilleurs émetteurs sont récompensés par des souscriptions plus élevées, tandis que les moins bons sont pénalisés sur la base d'une évaluation de l'impact climatique interne à la BCE.

Il est donc tout sauf facile de déterminer si l'effet global de l'essor des thématiques ESG sera de nature inflationniste ou désinflationniste. Bien sûr, son impact sera également variable d'un pays à l'autre en fonction du mix énergétique et de la démographie. Il est toutefois indéniable que la dynamique de la durabilité en tant que thème d'investissement est intrinsèquement liée à l'évolution des prix et que les analyses et les décisions d'investissement au sein de la sphère obligataire seront de plus en plus influencées par les critères ESG.



Si l'on se penche maintenant sur les dernières tendances de marché, on constate que les thématiques ESG occupent une part toujours plus importante sur le marché primaire européen. L'an dernier, 36% des émissions de titres des entreprises étaient liés aux critères ESG, contre 26% en 2021 et 9% en 2020. Du point de vue des émetteurs, la demande croissante de la part des investisseurs fait des obligations labellisées ESG une forme de financement de plus en plus efficace. Pour les investisseurs orientés vers la dette durable, après une phase de stress importante, il est logique de s'attendre à une stabilisation du marché obligataire, dont les prix intègrent désormais une bonne part des attentes inflationnistes et de la politique monétaire. La situation actuelle permet donc de profiter de niveaux de valorisation plus attractifs que ces dernières années, sachant qu'il reste tout à fait possible de découvrir de bonnes occasions de valorisation dans le segment plus sûr et de qualité supérieure.

**Marco Romanelli**, CESGA  
Asset Management, gestionnaire BPS (SUISSE)

# LA COMPLEXITÉ RÉGLEMENTAIRE DE L'UNIVERS ESG

Avec l'essor de l'investissement durable ces dernières années, la réglementation s'est étoffée et les normes se sont multipliées: il existe aujourd'hui à l'échelle internationale près de 900 politiques et réglementations sur le sujet. S'agit-il d'un frein potentiel à la diffusion des investissements ESG, ou bien d'un gage de qualité? Nous abordons ce sujet avec Alberto Stival, délégué de Swiss Sustainable Finance pour la Suisse italienne.



**ALBERTO STIVAL**  
délégué de Swiss Sustainable Finance  
pour la Suisse italienne

## BIOGRAPHIE

Actif depuis plus de vingt ans dans le secteur financier suisse, dans les domaines de la formation et de la communication, il travaille depuis 2014 avec Swiss Sustainable Finance, actuellement en tant que responsable du développement de l'éducation et délégué pour la Suisse italienne. Il est président de pr suisse (Association Suisse des Relations Publiques), chargé de cours à la SUPSI (Haute École Spécialisée du Tessin) et a fondé en 2019 sa propre société de conseil.

**M. Stival, le nombre de politiques et de réglementations liées à la finance durable, qu'elles soient contraignantes ou non, a considérablement augmenté ces dernières années. On en compte aujourd'hui environ 900 dans le monde entier, dont plus de 200 ont été créées ou révisées rien qu'en 2021. Que pensez-vous de ces chiffres?**

*Le thème de la finance durable a abandonné son statut de niche pour devenir «mainstream» presque partout, ce qui, de mon point de vue, est positif en soi. On comprend bien la nécessité de mieux réglementer l'univers de l'investissement durable, dans l'intérêt non seulement de tous les acteurs du secteur mais aussi des épargnants et des investisseurs, qu'ils soient privés ou institutionnels. Reste à savoir si cela ne va pas un peu trop loin, dans le sens où les organismes régulateurs ne se coordonnent pas toujours entre eux, ce qui risque de compliquer le travail de chacun au lieu de le faciliter.*

**Y a-t-il un fil conducteur dans ces règlements?**

*Oui, mais comme nous le disions, il n'y a pas de réelle coordination, même entre les organismes d'un même pays parfois. Bien sûr, tout le monde est plus ou moins d'accord sur l'interprétation de la notion de durabilité appliquée à la finance, où deux concepts fondamentaux émergent de plus en plus clairement: d'un côté, il y a les produits financiers dont l'objectif ultime est de favoriser la résolution de problèmes d'ordre social ou environnemental, et de l'autre côté ceux dont le seul but est de ne pas avoir d'impact négatif sur ces mêmes phénomènes d'ordre social*

*et environnemental (en application du principe du «do no harm»). De plus, toutes les autorités de surveillance financière s'efforcent d'aboutir à une définition correcte de greenwashing afin de mieux le combattre.*

**Pensez-vous que la complexité de la réglementation puisse faire obstacle à la diffusion des investissements durables, ou bien au contraire y contribuer?**

*Comme nous l'avons dit, il est absolument indispensable de disposer d'une réglementation, mais la prolifération excessive de règles risque d'avoir l'effet inverse. Pendant des années, j'ai croisé des personnes légitimement intéressées par le sujet quand je parlais de finance durable dans les banques.*

«Les organismes  
régulateurs  
ne se coordonnent  
pas toujours  
entre eux, ce qui risque  
de compliquer  
le travail de chacun  
au lieu de le faciliter.»

*Aujourd'hui, les gens que je rencontre sont de plus en plus souvent préoccupés par la conformité aux nombreuses réglementations nouvelles, en perdant de vue le véritable objectif, qui est de contribuer à un monde meilleur et plus vivable pour tous. Vous connaissez le dicton «Weniger ist mehr» (NDLR: «le moins fait le plus»). À mon avis, ce concept de minimalisme devrait aussi s'appliquer à la législation sur la finance durable.*

**Vous êtes responsable du développement de l'éducation et délégué de Swiss Sustainable Finance pour la Suisse italienne. Pouvez-vous nous expliquer brièvement quel rôle joue votre association?**

*L'association a été fondée en 2014 dans le but de promouvoir la finance durable en Suisse et de positionner la place financière suisse parmi les leaders mondiaux dans ce domaine. Nous comptons ac-*

*tuellement plus de 200 membres représentant l'ensemble de l'écosystème financier: banques, sociétés de gestion financière, assurances, caisses de pension et fondations, mais aussi sociétés de notation ESG, universités et centres de recherche, organismes publics, organisations à but non lucratif... Peu de gens le savent sans doute, mais la Suisse a été pionnière dans le domaine de la finance durable. Les premiers acteurs du secteur y sont apparus dans les années 1980 et 1990. Nous possédons donc une tradition sur laquelle bâtir notre présent et notre avenir.*

**Les réglementations ne manquent pas, et pourtant les autorités sont très attentives à la question du greenwashing. Comment l'expliquez-vous? Et comment lutter contre ce phénomène?**

*Parallèlement au greenwashing, il existe aussi le greenwashing: le fait de croire, de bonne foi, qu'on offre des services et des produits financiers durables avant de se rendre compte plus tard que ce n'était pas le cas. Par exemple, on peut utiliser, pour analyser la durabilité des entreprises dans lesquelles on investit, des données qui ne sont pas de grande qualité. Pour lutter contre cela, il faut avant tout insister sur la transparence des produits; p. ex., dans le cas d'un fonds d'investissement, il faut préciser clairement quelle approche de la durabilité a été utilisée pour identifier les titres dans lesquels investir. D'autre part, il faut aussi renforcer les compétences des conseillers financiers, afin qu'ils soient capables d'expliquer de manière satisfaisante les produits en question aux investisseurs. Les dernières recommandations de SwissBanking vont précisément dans ce sens.*

**En conclusion, comment souhaitez-vous voir le cadre réglementaire de la finance durable évoluer dans un avenir proche?**

*Je souhaiterais voir une consolidation de ce phénomène, c'est-à-dire disposer de règles moins nombreuses mais plus claires et plus compréhensibles. Mais ce ne sera pas simple non plus, car le sujet est en constante évolution.*

Interviewé par:

**Fabio De Pasquale**  
Responsable Développement SICAV  
Investment Advisory BPS (SUISSE)

**Enrico Zadra** CIIA, CAIA, CESGA  
Responsable Asset Management BPS (SUISSE)

# LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

À l'heure actuelle, ce sont principalement les énergies fossiles qui nous permettent de chauffer nos maisons et de faire rouler nos véhicules. Le charbon, le pétrole et le gaz naturel sont des sources d'énergie «conventionnelles» mises à notre disposition pour répondre à nos besoins. Il s'agit cependant de ressources limitées et appelées à disparaître au vu de la demande croissante en matière d'énergie. De plus, comme chacun sait, leur utilisation a des répercussions importantes sur l'environnement, avec, en premier lieu, les émissions de gaz à effet de serre.

Les événements de ces derniers mois mettent en évidence l'extrême vulnérabilité du marché de l'énergie conventionnelle face aux facteurs géopolitiques en ramenant la question de l'indépendance énergétique au centre des préoccupations publiques dans de nombreux pays. L'exploitation de sources d'énergie renouvelables pour répondre à l'essentiel des besoins en énergie de la population devient par conséquent un enjeu de plus en plus important dans le monde entier en vue d'atténuer les différents problèmes liés aux ressources non renouvelables.

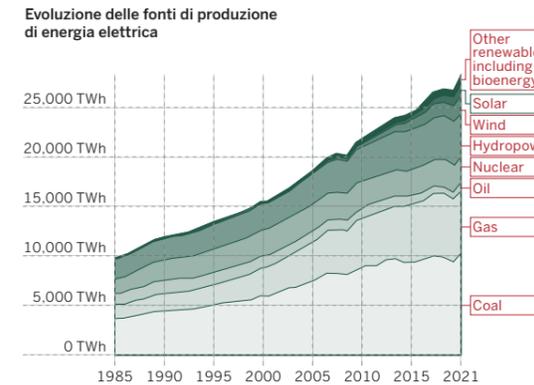
## Que sont les énergies renouvelables et quels sont les objectifs de la COP26 en matière de protection du climat?

Les sources d'énergie naturelles, telles que la lumière du soleil, le vent, la biomasse, les cours d'eau, les vagues, les marées et la chaleur géothermique, sont des sources d'énergie verte. Contrairement aux combustibles fossiles, ces sources d'énergie sont infinies et renouvelables dans le sens où elles se renouvellent naturellement. Dans son étude intitulée «Renewables 2021 - Analysis and forecast to 2026», l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit une accélération de la croissance de la capacité des énergies renouvelables au cours des cinq prochaines années, ce

qui devrait représenter près de 95% de l'augmentation de la capacité énergétique mondiale à fin 2026. Ces prévisions ont été revues à la hausse par rapport à l'année précédente en raison du renforcement des politiques publiques et des objectifs climatiques ambitieux énoncés par la COP26 (Conférence des Nations Unies sur le climat). À l'échelle mondiale, la capacité d'électricité renouvelable devrait augmenter de plus de 60% entre 2020 et 2026. Globalement, la Chine restera le leader au cours des cinq prochaines années, avec 43% de la croissance de la capacité d'électricité renouvelable mondiale, suivie par l'Europe, les États-Unis et l'Inde.

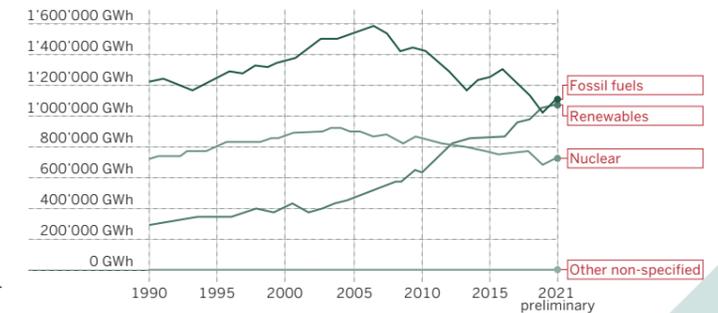
## Production d'électricité par source d'énergie dans le monde

Environ un tiers de la capacité mondiale de production d'électricité provient actuellement de sources à faible teneur en carbone, dont 26% d'énergies renouvelables et environ 10% d'énergie nucléaire. Les deux tiers restants proviennent de combustibles fossiles qui émettent des gaz à effet de serre, comme le charbon, le gaz et le pétrole. Les sources d'énergie renouvelables telles que le soleil, le vent et les cours d'eau doivent occuper une part beaucoup plus importante du mix énergétique mondial pour permettre aux gouvernements du monde entier de tenir leurs engage-



Source: Electricity production by source, World (ourworldindata.org)  
**Renewable energy is driving new electricity generation in the world's biggest carbon-emitting countries | World Economic Forum (weforum.org)**

d'une évolution attendue, compte tenu des objectifs de décarbonation de l'UE. Les chiffres préliminaires pour l'année 2021 montrent qu'environ 37% de l'électricité européenne est produite au moyen d'énergies renouvelables. Les plus fortes augmentations concernent l'énergie solaire (+13,0%) et les biocarburants solides (+9,6%)



Electricity generation in the EU  
 Fossil fuels led in electricity generation in 2021  
 Products Eurostat News - Eurostat ec.europa.eu/eurostat

ments de parvenir au net zéro. Les énergies renouvelables représentent désormais 26,74% de la capacité de production totale installée des États-Unis. La proportion était de 19,7% il y a cinq ans et 14,76% il y a dix ans. La Chine augmente également sa production d'énergies renouvelables pour tenter d'atteindre ses objectifs climatiques et de réduire sa dépendance vis-à-vis des approvisionnements énergétiques exté-

«L'exploitation de sources d'énergie renouvelables devient par conséquent un enjeu de plus en plus important dans le monde entier»

rieurs. D'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la Chine est le marché qui présente le plus grand potentiel d'augmentation de la capacité en énergies renouvelables, suivie par l'UE.

## Énergies renouvelables en UE: 37% de l'électricité produite

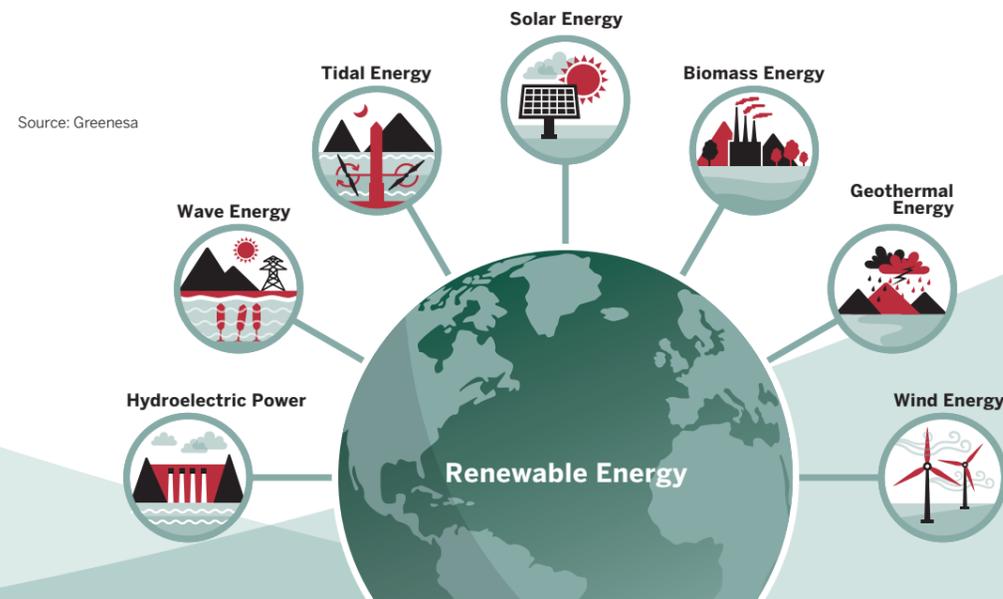
Après une longue période dominée par les mesures de restriction imposées pour freiner la propagation du Covid-19, l'année 2021 a été marquée dans de nombreux pays de l'UE par une reprise de l'activité économique et donc de la consommation d'énergie. Après la chute massive constatée en 2020, la consommation de produits pétroliers a augmenté en 2021 de 5,0% en glissement annuel d'après les estimations, mais elle reste en deçà de ce qu'elle était avant la pandémie. Elle est inférieure de 8,1% par rapport à 2019. Depuis 1990, elle n'a atteint qu'une fois un niveau plus bas. Il s'agissait dans tous les cas

## Comment investir dans les sociétés actives dans le secteur

Comme nous l'avons vu, les énergies renouvelables connaissent une forte croissance, ce qui devrait bénéficier aux sociétés actives dans ce domaine. Alors que la planète entière s'engage dans une transition vers l'abandon des combustibles fossiles, il existe des débouchés pour les entreprises qui investissent dans les sources d'énergie propres ou renouvelables.

Les perspectives offertes par l'énergie verte prennent diverses formes. La plus directe consiste à identifier les entreprises dont les activités sont fondées sur la production de technologies énergétiques alternatives. Cela peut toutefois prendre du temps, sachant que les actions de ces sociétés ne sont pas nécessairement toutes cotées en bourse. Il est plus simple de trouver un fonds commun de placement ou un fonds indiciel proposant un large panier de titres liés à l'énergie verte. Pour investir, nous recommandons de faire appel à un fonds de placement. Il peut s'agir d'un fonds dit «actif», où le gestionnaire du fonds tente de surperformer son indice de référence à travers sa sélection de titres, ou bien d'un fonds dit «passif» (ETF), qui reproduit la composition de son indice de référence. Contrairement à ce qui se passe lorsqu'on investit dans des actions individuelles, un fonds s'appuie sur l'expérience de son gestionnaire et le nombre de sous-jacents pour assurer un investissement efficace assorti d'une diversification des risques.

**Eric Elvio Mantovani** CIIA, CESGA  
 Responsable Investment Advisory &  
 Product Management BPS (SUISSE)



Source: Greenesa

# LE CONSEIL DANS LE DOMAINE DES THÉMATIQUES ESG. LA VOIX DE NOS CLIENTS

Nous avons voulu recueillir les impressions au sujet de la durabilité de ceux qui sont en contact direct avec nos clients.

Voici ce qui ressort des entretiens menés avec les conseillers Cedric Bürgin (succursale de Bâle), Carlo Fiorillo (succursale de Neuchâtel), Filippo Forcella (succursale de St. Moritz) et Guido Saccà (succursale de Lugano)

**L'année 2022 s'est révélée particulièrement mauvaise pour les marchés boursiers mondiaux. Même les produits comportant une dimension ESG n'ont pas été épargnés. Avez-vous remarqué un changement d'attitude des clients vis-à-vis de la finance durable?**

Avant 2022, le thème de la finance durable se présentait souvent dans le cadre de nos discussions avec les clients, qui décidaient souvent d'intégrer des produits ESG dans leur stratégie d'investissement. Cependant, comme le souligne Cedric Bürgin, il s'est creusé ces derniers mois un fossé entre deux types différents d'«investisseurs ESG». Le premier type comprend les personnes qui empruntent la voie de l'investissement durable avec conviction et ténacité, sans se laisser décourager par les phases négatives du marché, comme celles qui ont dominé l'année dernière. Les investisseurs du second type tendent en revanche à opter

pour des investissements ESG dans l'espoir d'obtenir un rendement positif à court terme. Lors des années comme celle que nous venons de vivre, ils ont tendance à renvoyer ce type de produit en arrière-plan, en se concentrant sur les tendances boursières négatives, l'inflation et les techniques de défense de leur patrimoine, comme le souligne également Guido Saccà.

**D'après votre expérience au quotidien, quels sont les produits ou les sujets pour lesquels les clients manifestent le plus d'intérêt?**

Selon Guido Saccà, dans le contexte économique actuel, la clientèle est orientée vers des stratégies et des produits diversifiés qui permettent de minimiser le risque de mauvais timing et l'effet de l'inflation sur le propre patrimoine. Les produits les plus populaires



«Quiconque s'engage avec conviction dans la voie de l'investissement durable ne se sent pas découragé par les phases négatives du marché»\*

sont donc le plan d'épargne en fonds, qui permet de diversifier et de distribuer dans le temps ses propres investissements, et les obligations de qualité élevée qui donnent la possibilité de stabiliser le rendement du portefeuille. Filippo Forcella ajoute que la technologie (par exemple les véhicules électriques), le secteur pharmaceutique et le marché suisse continuent en général de susciter l'intérêt de la clientèle, même en période de volatilité.

Dans le domaine ESG au contraire, selon Carlo Fiorillo, les thématiques les plus intéressantes sont celles du changement climatique et le respect des droits humains.

**Si l'on se projette dans les cinq prochaines années, quels sont, selon vous, les éléments incontournables pour accroître la diffusion des produits ESG?**

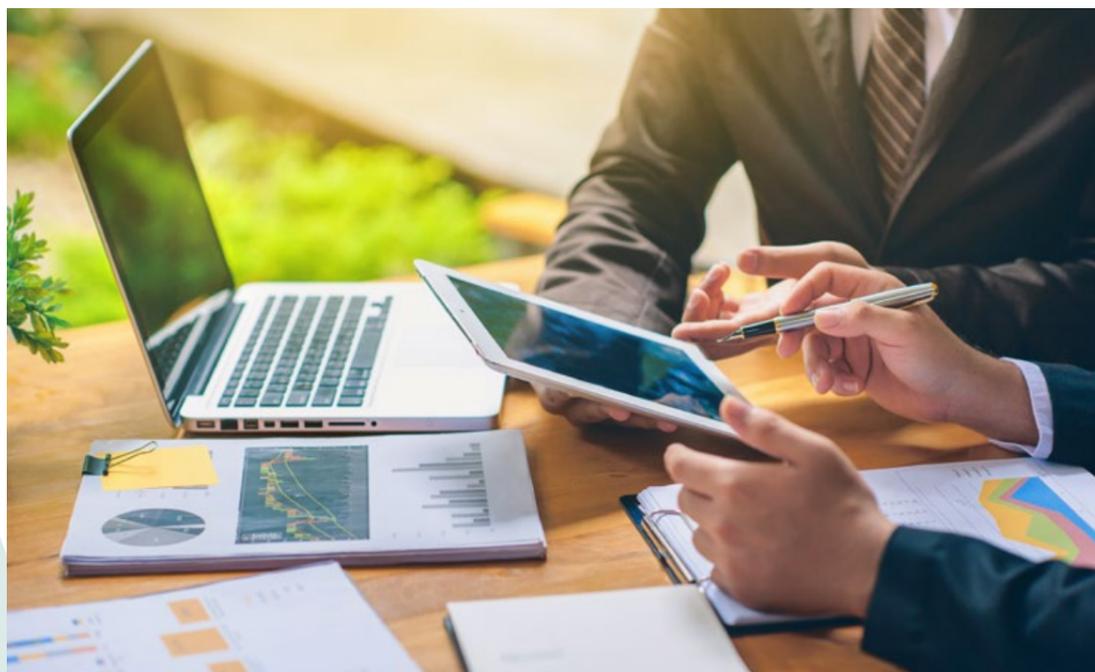
Les dernières données sur l'évolution du climat ont une nouvelle fois souligné la précarité de notre écosystème et la nécessité d'agir au plus vite. À cet égard, nous sommes tous les quatre d'accord pour dire que les produits ESG apporteraient indubitablement une contribution importante à la protection de l'environnement. Dans la mesure où l'investissement durable reste un sujet relativement récent, la législation semble à ce jour plutôt générique et parfois lacunaire. Afin d'éviter le risque de «greenwashing», c'est-à-dire de diffuser des informations trompeuses sur le caractère durable de certains produits d'investissement proposés, il serait nécessaire de disposer d'une réglementation plus claire, précise et efficace, de façon à faciliter la création et la diffusion de solutions ESG. Étant donné que, dans la plupart des cas, les clients investissent avant tout pour obtenir un rendement positif, il conviendrait également que ces réglementations ne soient pas trop strictes de façon à éviter de nuire trop fortement à la performance des produits ESG.

Interviewé par:

**Fabio De Pasquale**  
Responsable Développement SICAV  
Investment Advisory BPS (SUISSE)

**Davide Muscionico**  
Investment Advisory BPS (SUISSE)

\* de Cedric Bürgin, conseiller Private Banking, Bâle



# PILULES DE DURABILITÉ

## La Suisse s'engage en faveur d'une économie plus durable (source swissinfo.ch)

La Suisse n'est pas riche en matières premières, mais elle en consomme beaucoup et produit beaucoup de déchets (entre 80 et 90 millions de tonnes par an). Le volume annuel de déchets par personne s'élève à environ 703 kg, soit le troisième volume le plus élevé d'Europe après le Danemark et la Norvège.

Cet état de fait trouve son origine dans un revenu par habitant élevé associé à une croissance démographique régulière. Le prix que notre planète paie pour assurer le niveau de vie des pays riches est très élevé.

Le cycle économique actuel exacerbe à la fois la pénurie de matières premières, le problème des déchets et la pollution de l'environnement. Pour modifier cet état de fait, il faut changer de paradigme, et les politiciens suisses en sont bien conscients: l'État suisse encourage ainsi à mettre en œuvre les principes de l'économie circulaire, notamment dans certains secteurs où les matières premières font l'objet d'une utilisation intensive et d'un gaspillage élevé. Bien que la Suisse recycle déjà la moitié de ses déchets et s'engage à améliorer ses processus de récupération des matières premières, il n'en reste pas moins beaucoup à faire: plus de 5 millions de tonnes d'asphalte, de ciment et d'autres matériaux associés ne sont jamais récupérées. Les fibres textiles et les matières plastiques pourraient également être davantage réutilisées.

## Gros plan sur l'Afrique: un continent qui paie au prix fort le changement climatique (source Bloomberg ESG news)

Le continent le plus durement touché par le changement climatique est aussi celui qui a le moins contribué au problème. Aujourd'hui, le monde industrialisé, qui émet la plupart des gaz qui réchauffent l'atmosphère, pourrait commencer à en voir les conséquences, dans la mesure où les conséquences extrêmes du changement climatique dévastent les pays africains. Le nombre de migrants africains qui se présentent à la frontière entre le Mexique et les États-Unis devrait atteindre un niveau record en 2022. Parmi les réfugiés concernés, beaucoup citent les sécheresses et les inondations comme faisant partie des raisons pour lesquelles ils ont décidé de s'envoler vers l'Amérique du Sud et de marcher des milliers de kilomètres vers le nord. Leur sort met en lumière les problèmes environnementaux auxquels l'Afrique est confrontée, alors qu'elle ne produit que 4% des émissions de carbone dans le monde.

En 2022, la ville sud-africaine de Durban a connu ses précipitations les plus fortes depuis au moins six décennies, qui ont entraîné la mort de 459 personnes. De son côté, la Corne de l'Afrique connaît sa pire sécheresse depuis 40 ans. La montée des eaux menace les villes d'Afrique occidentale et les nations insulaires de l'océan Indien, tandis que des tempêtes frappent régulièrement le Mozambique et Madagascar. Alors que les États-Unis fortifient leurs frontières et que le Royaume-Uni paie le Rwanda pour accueillir les demandeurs d'asile qui arrivent sur son territoire, les pays riches continuent de manquer aux engagements qu'ils ont pris pour aider sur le plan financier l'Afrique à s'adapter au changement climatique.

**Michelle Moro**, CESGA  
Asset Management, gestionnaire BPS (SUISSE)

**Roberto Mastromarchi**,  
Vice-président de la Direction générale,  
Responsable de la Division Front-Office

**Direction générale**  
Via Giacomo Luvini 2a, CH-6900 Lugano

**Siège**  
Via Maggio 1, CH-6900 Lugano

**Direct Banking**  
Tél. +41 58 855 00 60

**Call Center / Free Call**  
00800 800 767 76

[contact@bps-suisse.ch](mailto:contact@bps-suisse.ch) / [esg@bps-suisse.ch](mailto:esg@bps-suisse.ch)  
[www.bps-suisse.ch](http://www.bps-suisse.ch)

 **BPS (SUISSE)**

**Votre Banque,  
vos valeurs**